

TIPASA

L'Union générale des commerçants
contre le marché informel

Dans le cadre de la tenue de son assemblée générale, l'Union générale des commerçants et des artisans algériens (UGCAA) vient d'organiser à Tipasa, un regroupement d'information et de sensibilisation, concernant les modalités de désignation des délégués à l'assemblée générale de l'UGCAA.

A ce titre, le porte-parole de cet organisme M. Boulénouar Hadj-Tahar, a tenu à éclaircir le conflit qui l'opposait à l'actuel président de l'UGCAA «le ministère du Travail a tranché dans cette affaire. Quant au ministère de l'Intérieur, il a évoqué des vices de forme dans les éléments du dossier transmis et a renvoyé les deux parties dos à dos, en recommandant de réorganiser d'autres élections conformes aux indications légales de la loi prônées par les différents ministères et portant organisation syndicale», révélera M. Boulénouar.

Dans cette assemblée, nous avons constaté la présence de M. Ali Bachir, président du Syndicat du marché de gros de Hataatba ; de M. Melzi, vice-président de la Chambre du commerce et dirigeant de l'UGCAA ; de M. Oukouchih Rédha, SG de l'UGCAA pour la région, ainsi que certains éléments influents de cette organisation à l'instar de Messieurs Dahmani Wali et Nedjar Omar.

Un panel de journalistes a couvert cette activité au sein du prestigieux hôtel Césarée-Necib dans une atmosphère conviviale, où de vieux souvenirs furent évoqués par M. Boulénouar et les autres participants.Mais au-delà de ces déclarations organiques, M. Boulénouar attaqua de but en blanc le marché informel qui constitue à ses yeux, «le problème fondamental qui grève et déstabilise l'organisation de la fonction commerciale».

Le porte-parole de l'UGCAA révélera à ce titre que «le marché

informel assure 80% de la commercialisation des produits importés, ce qui constitue 51% du PIB qui, en 1990, ne représentait que 17%, en rappelant que ce taux est réduit à 4% chez les pays qui se respectent».

M. Oukouchih Rédha, un membre influent de l'UGCAA, révé-

lera que les marchandises ne transitent pas par les mandataires et, de ce fait, la commercialisation devient incontrôlable et cela encourage l'informel.

Un autre commerçant proposera de taxer le commerce informel et exiger de lui qu'il paie des taxes et des impôts. Un autre intervenant évoquera le diktat de certains gros bonnets, qui louent tout le marché et citera des exemples poignants : «Une fillette qui vendait du pain et des galettes a été taxée et obligée de verser chaque jour 200 dinars, malgré les pleurs de cette fillette.

Nous allons mettre fin à ces dépassements», dira M. Boulénouar.

Abordant le problème du contrôle de l'activité des chambres froides, M. Boulénouar dira «il faut obliger les détenteurs de chambres froides de faire transiter leurs marchandises par les marchés de gros», en ajoutant que le manque de marchés de proximité est un handicap majeur pour la commercialisation «où sont les 1 000 marchés de proximité promis par le gouvernement, ainsi que les 30 marchés de gros et les 800 marchés de détail ?».

L'orateur ajoutera que le problème des produits périmés devient alarmant «outre les délais accordés par les dates de péremption, il convient de préciser que ce sont les situations idéales de stockage et de respect de la chaîne de conservation alimentaire qui doivent être strictement observées. Il y a d'immenses marchés de gros à Alger qui ne disposent pas de frigos. Où est le contrôle qui doit s'opérer par les ministères de la Santé, de l'Agriculture et du Commerce ?», s'insurge M. Boulénouar.

Houari Larbi

RELIZANE

Les villageois du douar Zéralda souhaitent
voir leurs conditions de vie s'améliorer

Les villageois de Zéralda, une localité relevant de la commune d'El Hameri, située à l'ouest, à une trentaine de kilomètres du chef-lieu de Relizane souhaitent voir leurs conditions de vie s'améliorer.

Ces villageois qui sont en fait rompus à la vie rêche des plaines de l'Ouest, et comme ils n'ont pas d'autres choix où aller, et qu'au contraire ils aiment viscéralement leur localité, ils souhaiteraient bien voir leurs conditions de vie s'améliorer. Avec l'embellie financière qu'a connue le pays, ils pensent qu'il est grand temps de demander une amé-

lioration de leurs conditions de vie. Autant ils souhaitent bénéficier d'un plan de développement, s'agissant notamment du raccordement au gaz naturel, l'attribution en eau potable, dont l'évolution du transfert des eaux est en cours pour doter les communes de l'Ouest, à partir du barrage de Gargar, ou bien de Merdjat-Sidi Abed, pourrait régler le problème de

manière définitive. L'éclairage public est également demandé par les villageois de Zéralda. Ainsi, ils pourront se déplacer à travers les villages, et n'auront pas à craindre particulièrement pendant la nuit, quand la nécessité l'oblige, de se faire mordre, au pire, par un animal sauvage, ou, à un degré moindre, par des chiens errants. En fait, le risque est le même. Ils espèrent aussi voir leur village doté d'un centre de santé qui leur épargnerait les incessants déplacements trop souvent effectués à pied, vers le centre de santé sis au chef-

lieu communal. La nécessité, en outre, d'effectuer des travaux de renforcement du tronçon qui les relie à la commune mère, et qui s'est affaîssi lors des dernières précipitations qu'a connues la wilaya de Relizane. Ces derniers interpellent le premier responsable de la wilaya pour l'inscription de leur douar dans le calepin du développement local afin qu'ils puissent bénéficier dudit développement des programmes quinquennaux initié par Son Excellence M. le président de la République.

A. Rahmane

BERMADIA

Des résidents de la cité 1 026 logements se plaignent

Les familles qui résident dans la cité populaire des 1 026 logements sociaux, relevant de la nouvelle-ville Adda-Benada située à quelques encablures du chef-lieu de Relizane, affichent une colère noire à propos de l'état des routes qui, le moins que l'on puisse dire, sont dans une dégradation perpétuelle.

Les contraintes, les désagréments et les difficultés sont multiples et s'aggravent en particulier durant la période hivernale.

Les habitants de cette cité

populaire, oubliée par les élus locaux, ont bénéficié du raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'assainissement. Mais malheureuse-

ment et comme il fallait s'y attendre, l'entreprise chargée des travaux n'a pas cru bon de remettre les routes en bon état. C'est la porte ouverte à moult problèmes de mouvement et de déplacement des villageois qui se trouvent contraints de patauger dans la boue et de végéter dans de véritables marécages.

Il faut dire que les enfants et les personnes âgées sont les plus

touchés par la situation, sans oublier les automobilistes qui sont lourdement pénalisés du fait de la détérioration de leurs véhicules.

Devant cette situation difficile que vivent les résidents de ladite cité et qui se trouvent, à leur corps défendant, sanctionnés à l'extrême, un SOS est lancé par les villageois à l'adresse des pouvoirs publics.

A. R.

EL-TARF

Saisie de 35 kg
de kif traité
dans un
poulailler

C'est une prise spectaculaire et une première dans les annales que viennent de réaliser les services de sécurité dans la nuit de vendredi à samedi dans la ville d'El-Tarf et ce, par la saisie de 35 kg de kif traité dissimulés dans un poulailler, a-t-on appris de sources crédibles.

Et d'ajouter «pire, parmi la bande de dealers, composée de 4 personnes qui ont été toutes arrêtées, figure un policier exerçant dans la ville d'El-Tarf».

Signalons que la consommation du cannabis dans la ville d'El-Tarf est en train de prendre des proportions alarmantes, touchant même des collégiens. Un phénomène qui touche de plein fouet la population, devant le mutisme complice de ce qui est appelé communément société civile.

Daoud Allam

MOIS DU PATRIMOINE

Où est passé Er-Reggam ?

Le musée des arts et des traditions populaires de Médéa, avec la collaboration de la Direction de la culture, a organisé une exposition de tapis dans le cadre du Mois du patrimoine célébré cette année sous le slogan «Patrimoine et territoire».

La manifestation a connu un succès sans précédent et bien mérité, certainement grâce à l'originalité de son thème : «Er-Reggam» ou le maître tisserand.

Jadis, le métier de reggam était très connu et très prisé. On ne pouvait fabriquer un tapis sans consulter ce personnage qui avait pour mission la conception de ce dernier justement. Quelle laine ? Quelles dimensions ? Quels motifs ? Où les poser ? Quels tons et quelles couleurs, chatoyants ou éteints, clairs ou foncés ? etc. Il devait répondre à toutes ses interrogations en cherchant dans les joies et les peines des familles qu'il visitait et des régions qu'il sillonnait et, entre autres, sous les tentes des nomades

dressées un peu partout, en l'occurrence dans les Hauts-Plateaux.

Et pour accomplir cette tâche loin d'être facile, il fallait s'introduire dans les foyers et s'y frotter. Si bien que, souvent, il se voyait devenir le sage de la tribu : sa réputation étant tributaire de son savoir, de son savoir-faire et de sa subtilité.

Ce personnage qui exerce un métier séculaire et qui représente la mémoire des peuples est aujourd'hui en train de disparaître car méconnu.

Ce serait dommage que ces «designers traditionnels», qui conçoivent en harmonisant moult critères, qui déterminent des besoins et qui réunissent des impératifs pour les formaliser en un produit final intelligent

et réfléchi qu'est le tapis avec toutes ses connotations soient, aujourd'hui jetés dans les oubliettes. C'est aussi ce que pense M. B. Belachhab, directeur du musée, qui a voulu par le biais de cet événement, ressusciter en parlant et en faisant connaître ce vieux métier qui représente, toujours selon notre interlocuteur, en réalité une partie de notre identité, une page de notre histoire.

Les reggamine aujourd'hui se comptent sur les doigts de la main et c'est triste car grâce à eux le tapis avait une âme.

Dans les différentes pièces de la résidence de l'Emir qui aujourd'hui fait office de musée des arts traditionnels de Médéa, nous avons vu venir au monde ce nouveau-né baptisé «Tapis» qui est resté longtemps en gestation, non pas dans le ventre de sa mère mais dans l'esprit du reggam qui a fini par lui donner «la vie».

Sur fond de larmes ou fond de poésie, de Tébessa à Tlemçen, en

passant par Djebel Amor, chaque tapis est une œuvre d'art témoignant de quelque chose, d'une épopée ou d'un cauchemar.

Chaque pièce du musée abritait une étape du processus de fabrication du tapis. Dans l'une d'elles, des reggamine de diverses régions du pays nous ont fait «un brin de causette» à travers des projections vidéo. Un peu plus loin, un espace a été aménagé pour contenir une exposition- photos réalisée au moyen de clichés de la vidéothèque algérienne des années 1940 et 1950 sur le tissage et le métier à tisser.

Un public nombreux et complètement conquis a suivi l'événement de près, dans une ambiance rendue festive et conviviale grâce à la prestation de la troupe musicale Aïssaoua et à celle du jeune Ayoub Medjahed et aux succulents makrouts au miel qui accompagnaient le café offert par le musée et servi dans le patio de la résidence.

M. L.